

La Gazette de Caderonne

Numéro 7

Le 21 septembre 2000

Bimensuel

Dans ce numéro

Rédacteur Bruno Lang

- 1 L'économie solidaire : un enjeu de société. *Par les membres de l'I R E S.*
- 3 Vos articles S.V.P
La préfiguration
- 4 A vos agendas
Dernière minute
- 5 Passé et à venir

L'économie solidaire : un enjeu de société.

Par les membres de l'Inter-Réseaux de l'Économie Solidaire (I R E S)'.

Au moment où l'économie solidaire fait brusquement irruption sur la scène médiatique à travers la création d'un secrétariat d'Etat, la question de son contenu se pose évidemment.

La réalité de l'économie solidaire aujourd'hui, c'est avant tout une pluralité de citoyens impliqués dans des actions économiques. C'est aussi une logique de projets : des locataires qui s'organisent pour maintenir ou réhabiliter l'habitat de leurs cités, animer des territoires à fort risque de désertification, refaire vivre le petit commerce (régies de quartier, restaurants d'insertion...) en partenariat avec des organismes HLM et des collectivités locales, des jeunes qui décident de monter et de faire vivre des lieux artistiques (studios de répétition, cafés musique...), des chômeurs qui se mobilisent pour faire valoir leurs droits et créer ensemble des emplois, des salariés qui se regroupent pour sauver leurs entreprises et faire vivre des tissus locaux de PME, des familles qui collaborent avec des aides à domicile pour permettre à un parent âgé de continuer à vivre chez soi malgré une perte d'autonomie, des parents qui s'organisent pour créer et gérer, avec des professionnels, des lieux de garde d'enfants qui font défaut dans leur quartier, des habitants de zones rurales qui veulent faire revivre leur territoire en mettant en place des unités d'activités multi-services, des consommateurs soucieux de la qualité et des conditions sociales et écologiques de production des produits qu'ils achètent, qui créent des filières et labels commerciaux appropriés (commerce équitable et magasins biologiques...), des épargnants qui mutualisent une partie de leurs ressources en vue de l'orienter vers des activités socialement utiles et de financer des projets de chômeurs ou de petits entrepreneurs qui n'ont pas accès aux crédits bancaires classiques (épargne et crédit solidaires).

L'économie solidaire s'appuie aussi sur des démarches collectives, participatives, ancrées sur un territoire, pour prendre en charge des questions non résolues par le marché ou l'Etat. Il s'agit de promouvoir d'autres manières de créer et de distribuer des richesses qui ne relèvent ni d'une logique commerciale ni d'une logique administrative.

Compahns de Caderonne
Domaine de Caderonne
11260 Espéraza - France

Tél. : 04 68 74 73 66
Fax : 04 68 74 73 67
E.mail : compahns@caderonne.com

En France, comme en Europe ou dans d'autres continents, le projet d'économie solidaire formulé dès le XIX^e siècle, puis progressivement oublié, a été réactualisé par divers courants complémentaires qui ont agi en faveur de nouveaux rapports au travail, aux services et au développement. Dès les années 1970, la critique du travail parcellisé et la montée d'aspirations à l'autonomie ont engendré de nombreuses revendications convergeant autour de l'idée de travailler autrement. Ces actions, soucieuses de la qualité de la vie et du travail, ont logiquement rencontré celles qui plaident pour un développement durable. L'économie solidaire ne s'est pas contentée d'une critique des dégâts du progrès, elle a aussi participé à l'émergence de nouvelles formes de développement local, plus respectueuses de l'environnement et plus soucieuses d'un usage raisonné des ressources du territoire.

Ces dernières années, l'économie solidaire a aussi croisé la question de l'exclusion. Une seconde vague d'initiatives en est issue, plus centrée sur la création d'emplois pour des personnes qui en étaient dépourvues. Mais l'approche est restée originale, elle ne considère pas ces publics en difficulté comme des "bénéficiaires" de politiques mais comme les acteurs de leur propre devenir. D'où l'accent mis sur l'auto-organisation, la recherche d'emplois stables, la "mutualisation" des expériences et l'accès à des financements solidaires et pérennes, l'interaction des initiatives avec leur environnement. Toutes ces actions collectives ont pour trait commun le combat en faveur d'un droit à l'initiative pour tous.

Ces tentatives pourraient toutefois apparaître comme dérisoires au regard de la globalisation de l'économie si elles ne s'articulaient avec d'autres qui, sur la planète, œuvrent pour une autre mondialisation. Bien avant Seattle qui a symbolisé la prise de parole d'une société civile internationale, dès 1997, des représentants du Sud venus de trente pays s'étaient rencontrés à Lima pour reconnaître *"vivre sous un modèle hégémonique de développement qui, au Sud comme au Nord, produit destruction, pauvreté, exclusion sociale et politique, chômage, etc."*

Ce modèle ne reconnaît pas comme légitimes les activités indispensables à la vie en société et menace l'avenir de la planète et affirmer leur engagement *"dans un processus de construction d'une économie solidaire qui remet en question la conception selon laquelle les besoins humains pourraient être satisfaits par le seul marché et ses prétendues lois naturelles"*. Le commerce équitable constitue à cet égard un exemple révélateur. Il vise à améliorer le sort des producteurs du Sud en créant des débouchés pour leurs produits auprès des consommateurs du Nord, tout en sensibilisant l'opinion publique et les responsables politiques aux injustices des règles du commerce international. Certes le chemin est encore long mais l'objectif est clair : contribuer à la prise de conscience de la nécessité d'une régulation du marché international.

Au total, l'économie solidaire n'a rien d'une solution magique. Sa perspective politique pourrait être, plus modestement de contribuer à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens. Les acteurs qui participent jusqu'à présent à sa construction sur le terrain se trouvent en butte à de nombreuses rigidités ; ils attendent de l'espace pour les projets et des conditions facilitées pour leur épanouissement...

...Pour que l'économie de demain se recentre sur l'homme, il importe en effet qu'elle admette plusieurs composantes et qu'elle permette de répondre à des demandes sociales insatisfaites ou mal satisfaites en articulant services marchands, actions collectives de citoyens et intervention publique. Ce nouveau croisement entre ces ressources et des registres d'action trop longtemps séparés est décisif pour notre avenir.

Libération, le 15 juin 2000

¹ Inter-réseaux de l'économie solidaire (IRES) : ADEL, ADSP, Artisans du monde, Biocoop, CCSC, Civilités, CNLRQ, Crida, Economie et humanisme, Fondation Rhône-Alpes, Giépp, MB2, MDS, MRJC, Opale, Peuples solidaires, Progrès Réseau de la citoyenneté sociale, Terre des hommes France, Membres associés : CCFD, Frères des hommes

Appel à contributions rédactionnelles

La Gazette de Caderonne est un lieu d'informations, d'échanges et de création, pour lui donner toute sa richesse et ne pas isoler son rédacteur, vos contributions sont indispensables.

La préfiguration

Le chantier du bâtiment répond à des impératifs de délais incompressibles:

1. La notification de la part des pouvoirs publics des attributions des aides qui ne pourra avoir lieu avant janvier 2001
2. Le temps de travaux envisagé par l'architecte qui est de 8 mois.

Prenant en compte des retards probables, nous prévoyons l'ouverture du centre au printemps 2002 (bien entendu, si l'échéancier devait le permettre, nous sommes prêts à anticiper cette date).

En plus du travail de suivi et de mise en place du projet, consolidation financière, suivi des travaux, pré-commercialisation etc., nous souhaitons profiter de ces 18 mois pour mener un 1^{er} programme d'activités sociales et culturelles.

Ce programme se déroulera sur l'année 2001 et doit permettre la réalisation d'animations et de collaborations qui préfigureront en action/développement notre champ d'intervention.

Il comprend 3 axes qui s'inscrivent dans le prolongement des rencontres organisées cet été.

1. **Renforcement de notre ancrage territorial**
2. **Montage d'interventions culturelles pilote extra-muros**
3. **Mise en place de la structure d'insertion du projet parc paysager**

Elaboration du programme et mise en œuvre des activités, automne 2000

Cette période est axée sur l'élaboration des activités culturelles en 2001, la prolongation des actions engagées et la confirmation des collaborations avec les structures et les acteurs du territoire.

Activités autonomes de Companhs de Caderonne

- ◆ Travail de recherche sur les maquis espagnols, édition des photos des graffitis trouvés au grenier (pour exposition ou cahier)
- ◆ Edition d'une nouvelle sur le thème de Caderonne, 1^{er} livre d'une collection.
- ◆ Montage vidéo d'un mémoire de l'été.
- ◆ Collectage d'éléments historiques sur le riche passé du site.
- ◆ Développement du site internet Caderonne.com

Préparation du programme 2001

- ◆ Stage d'écriture envers un public désocialisé avec l'association ACTIV.
- ◆ Propositions d'interventions avec les structures d'animations culturelles, Festival du conte à Limoux, ADAC Limoux, ACCES pays de Sault, Les Maillols à Fest et St-André, MJC Espérazza...
- ◆ Rencontres francophones "Economie solidaire et développement territorial" avec le BIS (Bureau des Initiatives Solidaires) et le CFP (Centre de Formation Populaire) au Québec.

Mise en place de la structure d'insertion pour le parc paysager

- ◆ Consultation des partenaires, Le Parchemin, la DDTEFP, Aude Claire...
- ◆ Etat des lieux et recensement de l'arboriculture existante.
- ◆ Préparation de l'étude de faisabilité et de l'appel à concours paysager.

À vos agendas

Réunion des Companhs

Samedi 14 Octobre 2000

14h30

Caderonne

Ordre du jour à venir (les suggestions sont les bienvenues)

Mercredi 18 Octobre 2000

18h30

Paris

Ordre du jour idem que celui de Caderonne

Politis, 2 impasse Delaunay 75011 Paris
Métro Charonne

Dernière minute

Lors de la réunion avec les pouvoirs publics du mercredi 20 septembre, il a été arrêté les axes d'intervention publique pour la Scop (hôtellerie, restauration). Soit pour un budget de 3,1 millions de francs, nous solliciterons 27% de subventions réparties en 15% sur le FEDER (fonds européens), 6% sur le FNADT (aménagement du territoire) et 6% Conseil Général. Pour l'association (centre culturel), certaines grandes lignes ont été établies mais le bouclage devrait se faire dans les semaines qui suivent.

Les dossiers devront être déposés entre la fin octobre et la mi-novembre.

Etaient présents à la réunion : Marie-Jo Garrigue, Sous-Préfecture - Joël Marti, Datar - Marcel Andrieu, DDAF – Denis Brugeron, Conseil Général – Françoise Spiandore, AAEM Bruno Lang et Bruno Lerebours, Companhs de Caderonne

Passer et à venir

Ils sont passés

Jeudi 14 Septembre

Le Parchemin

Conseil d'administration (15 personnes)

- Réunion du CA à Caderonne présentation de l'association et du projet des Companhs de Caderonne. décision de poursuivre les discussions et échanges.

Mardi 19 Septembre

Bureau d'initiatives solidaires

Groupe informel d'acteurs et de structures de l'économie solidaire du territoire (10 personnes)

- Réflexions sur la place, sur les stratégies et la coordination des initiatives solidaires

J'Y SUIS ALLE

Mardi 5 septembre

Claude Alos

Les Céphéides architectes associés

Finalisation à Toulouse du projet architectural, technique et financier. Les plans ont reçu l'aval du bureau de contrôle et des services vétérinaires

Mercredi 20 Septembre

Réunion avec les pouvoirs publics

Sous-préfecture, DRT, Conseil Régional, Conseil Général, Datar, AAEM, Datar, etc.

- Voir compte-rendu dans article "dernière minute". Etaient excusés, Juliette Bligny de la DRT, M. Serval du Conseil Régional et M. Loubière de la DRAC

Fait

Dossier Fond Interministériel Aménagement Montagne - FIAM (Datar) 55000F

Dossier emplois-jeunes.

Finalisation du budget des travaux réparti par structure* (à poursuivre)

Plan d'intervention des pouvoirs publics dans le financement des travaux* (à poursuivre)

Plan de financement par structure* (à poursuivre)

À faire

Planning d'avant ouverture*

1^{er} programme d'activités d'avant ouverture et budget de fonctionnement *

Appel à projet du secrétariat à l'économie solidaire (Aide au démarrage, fond de roulement 2001)

Prévisionnel des 3 premières années avec ouverture en avril 2002*

Important et avec le soutien des membres de l'association

Contractualisation juridique pour le 30 octobre avec signature des baux

Création de la Scop

* À partir des plans et des outils déjà élaborés